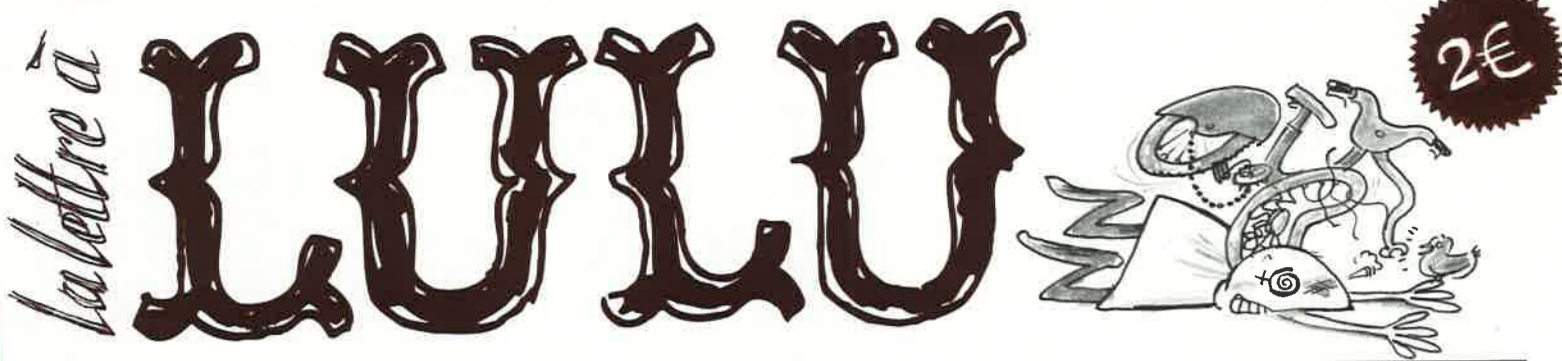


Le comité olympique fait marcher droit le tourneur P. 3



Tout, tout de cuite !

N° 60, juin 2008

Halle terre cation
Anti-moustachisme primaire en Brière

Saint-Joachim, ses élus têtus, son chantier à interrupteur

Le maire à moustaches, le communiste Marc Justy, en poste depuis un quart de siècle, n'a pas été réélu au dernier scrutin à Saint-Joachim, en pleine Brière. La nouvelle équipe est menée par Marie-Anne Halgand. Mais pas question de couper un ruban d'un projet lancé par l'équipe précédente des briéro-bolcheviks à moustaches. Le souci, c'est que l'aménagement du bourg et la halle de marché (qui fait le pendant de la nouvelle bibliothèque) ne sont plus des projets mais déjà en phase de travaux. L'architecte choisi, le Nantais Yann Péron, est le même pour les deux réalisations. Livrée en août 2006, la lumineuse bibliothèque Louise Michel fait l'unanimité : par rapport à la population concernée, c'est l'une des plus fréquentées du département. Elle est citée en exemple par les pros, présentée dans des revues françaises d'architecture. Qu'importe, la nouvelle équipe arrête carrément le chantier du marché couvert et de l'aménagement du bourg. Même si ce reniement de la commune coûte plus cher que de poursuivre le chantier commencé le 19 février et interrompu un mois plus tard. D'après les estimations de l'architecte et des 14 entreprises retenues, dommages et intérêts, pertes sèches et honoraires pour les boulots déjà effectués s'élèvent à 1,5 millions d'euros (dont une belle subvention d'un million) en cas d'arrêt définitif. Finir le chantier ne coûterait que 726 000 euros à la commune.

Pour la nouvelle équipe, le projet coûte trop cher, n'est pas prioritaire, et les habitants seraient contre. Trois présentations publiques du projet ont pourtant montré une population favorable, des commerçants ambulants emballés, tout comme le gérant de la petite surface voisine. La mairesse a proposé à l'architecte de ne réaliser que l'aménagement urbain, sans la halle. Problème : ce serait parfaitement illégal. Le code des marchés publics oblige à tout reprendre les procédures à zéro, la modification représentant bien plus que le maximum autorisé de 15 % du montant des travaux. L'équipe municipale assure aussi l'architecte et les entreprises qu'ils auront les prochains chantiers. Une promesse intenable si on veut respecter la légalité ; impossible de donner à l'avance les résultats d'appels d'offres futurs qui seraient alors truqués. De mémoire d'architecte, ce genre de caca nerveux est rarissime. Les nouveaux élus ont parfois ces revirements, mais au stade des études, pas quand les trottoirs ont déjà été défoncés pour passer les réseaux et gaines électriques. On aurait du enterrer aussi les moustaches communistes.

Oscar Nie-Meilleur

GRAND CORPS MALADE

P.O. DE CHAGRIN

Bavure de presse : Lulu annonce prématurément la mort de Presse-O.
En se moquant de l'acharnement thérapeutique du groupe Ouest-France.
Presse-O, condamné à mort avec sursis.
Déjà mort, ou presque, mais on sait pas la date exacte.

Page 1 à 3 ▶



Dans les couloirs de Presse-O, le jeu du moment, c'est un concours de pronostics qui vire au diagnostic. Tiendra combien ? Deux ans, un peu plus, moins ? « On est morts, affirme un journaliste... Le plan de relance, c'est un écran de fumée. Avec le passage au format tabloïd, on va perdre 15 000 lecteurs. On en avait déjà perdu 10 000 lors du changement de maquette en 1998. On supprime la Vendée, Ancenis, Châteaubriant, c'est un boulevard pour Ouest-France. On nous dit qu'il faut s'axer sur les faits divers, les faits de société, et le sport, pour se différencier au maximum de ce que fait Ouest-France. Mais Ouest-France fait aussi les faits div et le sport... » Quoi qu'on en dise, ça va mal : absorbé fin 2005 par l'empire Ouest-France, Presse-O a enregistré en 2007 un déficit de 3,7 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 18 millions. Le plan de relance a été concocté par Dominique Luneau, ancien journaliste

économique de la maison, désormais directeur général délégué, après avoir monté l'agence de presse économique API, et dirigé Téliantes. Il a d'abord fallu supprimer Vendée-Matin et les rédactions d'Ancenis et de Châteaubriant où le journaliste local n'a déjà plus de secrétaire depuis longtemps, pas de remplaçant le week-end et pratiquement pas de correspondant.

Le moribond en avant

Après la casse, le plan de relance prévoit de diviser le format par deux en passant au tabloïd, et de cibler les « jeunes actifs des classes moyennes et populaires qui constituent un vaste réservoir de clients, actuellement peu lecteurs de la PQR ». Seulement voilà, on ne peut pas dire qu'il ait convaincu son monde, ce bon plan. Le 5 mai dernier, une assemblée générale a réuni 73 des 92 salariés (chefs compris) de la maison. 73 employés, journalistes, ouvriers et

cadres, qui ont tous unanimement voté contre le plan de relance sauce Luneau. Tous. Deux jours plus tard, les élus du comité d'entreprise se prononcent en bloc contre. Le syndrome de l'adhésion zéro, en somme. Les élus du CE affirment alors : « Nous refusons la fermeture de la Vendée qui va à l'encontre des engagements pris vis-à-vis des salariés et du Conseil de la concurrence. La direction n'a pas laissé ses chances et le temps à l'édition vendéenne de se maintenir et de se développer, alors même que la diffusion, l'impression et le portage commencent tout juste (enfin) à se stabiliser. » D'autant que cette fermeture tombe justement en plein frémissement : les ventes de mars progressent de 12 % sur le mois et de 1,6 % sur un an. Bien sûr, on part de très bas, avec 6500 exemplaires en Vendée en 2007, alors que le titre en vendait plus de 15 000 en 1990. Personne n'ose subodorer un sabotage en règle de Vendée-Matin. Une estocade

en somme. « De trois éditions, on est passé à une seule, face aux trois éditions d'Ouest-France, commente Laurent Huou, délégué syndical Sud. Le couplage de pub nous a obligé à absorber les encarts des trois éditions en une seule, ce qui a donné l'impression d'un catalogue de promo et de pub. Pour le même prix, OF offre plus à lire... » Et comme en Loire-Inférieure, le portage a souffert du passage de deux réseaux à un seul, unique pour Ouest-France et Presse-O. « On a eu des lettres d'abonnés disant qu'ils n'avaient pas eu leur Presse-O le matin. Ou alors qu'ils avaient carrément reçu Ouest-France à la place ! »

Prospecteurs à gages

Les retards d'imprimerie pénalisent aussi le journal nantais : le 10 mars, lendemain du premier tour des municipales, 13 000 des 20 000 exemplaires portés de Presse-O n'ont pas été distribués. Sur des ventes à 45 000, ça fait mal. De son côté, Ouest-France a balancé au plus tôt les résultats sur internet. Et a bénéficié d'un portage sans bug. Entre les deux, c'est pas vraiment le commerce équitable. Les particuliers qui passent des annonces pour vendre leur voiture ou leur maison s'adressent à la régie Précom (du groupe Ouest-France) qui passe l'annonce dans les deux titres, mais ne relance le particulier qu'avec des promos pour Ouest-France. Jamais pour Presse-O qui en aurait pourtant bien besoin. De leur côté, les prospecteurs qui placent des abonnements promo des deux titres doivent plafonner 20 % de leur activité pour Presse-O, contraints de maintenir la part belle à conforter la prospérité d'Ouest-France.

Moins pour plus

Pour le plan de reconquête en Loire-Inférieure, la motion des élus du CE se demande « comment parler de relance du titre dès lors que le projet prévoit d'abandonner une partie du territoire (en fermant les antennes de Châteaubriant et d'Ancenis), une baisse des effectifs, une réduction de la pagination alors que la publicité est censée augmenter dans le même temps, (et) une réduction des moyens accordés au budget des correspondants? Ce plan reste purement économique et ne laisse aucun moyen supplémentaire à l'ambition du développement du titre ». Et les salariés doutent sérieux que le journal new look puisse capter d'actuels « non-lecteurs » de la presse locale qui achèteraient « un journal plus cher que son concurrent, avec moins de contenu ». Question plus cher pour moins lourd, le dimanche se pose là : jusqu'ici, Presse-O était vendu avec le supplément Fémina quadrichromisant mode et cuisine, vendu 15 centimes de plus que la semaine, soit 0,90 euro. Désormais, fini Fémina, mais le journal tout seul coûtera quand même 85 centimes. Moins pour plus. Un moyen assez simpliste de tenter de renflouer les comptes. Pourvu que les lecteurs ne se rendent compte de rien.

Yves Morosi

Presse-Océan : JUSTE UN PROBLÈME (DE CARACTÈRE)



Même PO mort ! Le zéro et l'infinifif

L'adhésion à la formule du Presse-O new look a une marge de progression absolue. Elle a pour l'instant généré le degré zéro de l'enthousiasme, en faisant l'unanimité contre elle.

Inventer, convaincre, séduire. La mission de Dominique Luneau commence à l'infinifif. Pour l'infini, on verra après. « On est dans une phase difficile, reconnaît-il. Mais c'est une tradition à Presse-O : dans un sens ou un autre, les votes sont fortement majoritaires, derrière le syndicat Sud, ex-CFDT. Je ne demande pas qu'on me fasse crédit par principe. Je comprends que chacun ait besoin de voir pour croire, de juger sur pièces. C'est un projet forcément économique, avec des moyens limités, dans un journal qui perd 3 millions d'euros sur 19 millions d'euros de chiffre d'affaire. L'actionnaire majoritaire -le groupe Ouest-France- a fait en 2007 un abandon de créance de 18 millions d'euros. Il n'aura pas envie de faire ça tous les ans (...) Il s'agit de sauver un canard. Si on ne fait rien, on est mort. Ce qui a failli arriver il y a deux ans si Ouest-France n'avait pas racheté. On a supprimé les

gonflettes, comme cet arrangement où Presse-Océan fournissait des milliers d'exemplaires redistribués aux abonnés du FCN en contrepartie d'un contrat d'image du joueur de foot Olivier Quint (...) On ne ferait pas ce projet, on ferait quoi ? Je suis prêt à débattre, je n'ai pas plus la science infuse que d'autres. Je ne sors pas ma formule de mon chapeau, on a beaucoup observé. Le modèle pour moi, c'est Le Parisien, qui progresse dans la ville où les gratuits sont très présents. (...) On ne fera pas en tabloïd un copié collé du journal actuel : on fera des choix, en privilégiant les faits de société, la vie quotidienne, les acteurs de la ville et les sports. On ne peut pas rester en opposition frontale à Ouest-France. Et on doit se décoller de l'agenda (les rendez-vous institutionnels, ndlr), faire des choix. On manque de moyens ? Raison de plus pour bien les utiliser. » Avant de lancer la formule en janvier 2009, deux numéros zéros vont être testés « ce qui ne s'est jamais fait à Presse-O, avec des retours qualitatifs et quantitatifs. C'est un rythme très soutenu. » Pour l'instant, avec 100 % d'opposants, le mot soutenu n'a pas l'air de saison.

René-Francis Mutin



Petite semaine

François-Régis hebdivore

Le site internet de Publihebdos sent un peu le vieux. Ou alors, il pêche par modestie. Il n'affiche que 37 hebdomadaires et 350 000 exemplaires, alors que de rachat en rachat, le sous-groupe d'Ouest-France thésaurise 59 titres et 525 000 exemplaires. En rachetant la Socpresse, et grâce à Presse-Océan mal en point, Hutin avait prétendu qu'il faisait du sauvetage de presse, lançant le concept de « pluralisme atténué ». Là, pas question de sauver ou d'atténuer quoi que ce soit. C'est du pur business de concentration. Ironie de ces rachats, l'empire s'étoffe en croquant des lambeaux de groupe Hersant, le tant honni « papi-

vore ». Ce qui amasse dans le bénitier du groupe Ouest-France près d'un quart des hebdomadaires de pays en France, essentiellement dans l'Ouest. Rien que le « pôle atlantique » s'est discrètement étoffé avant la fin 2007, en bouffant au groupe Hersant L'Éclair de Châteaubriant, L'Écho de la presqu'île, et Le Courrier du pays de Retz. Trois d'un coup. Plus un quotidien ou un hebdomadaire qui ne relève pas d'Ouest-France dans le secteur. En fait, c'est un ensemble de 16 hebdomadaires régionaux que le groupe Ouest-France a racheté en août 2007 à Hersant Média, ex-France Antilles. C'est ça, l'empire à la petite semaine.

Béréfanzinat

Profils & pertes

C'est qu'un début de la fin, continuons le combat. Combat qui s'est perdu il y a plus de trente ans.

Presse-O à la ramasse, c'est une vieille histoire de courbe descendante. Profil bas. Le journal a perdu la moitié de ses lecteurs en vingt ans, dans la quasi indifférence de ses dirigeants successifs. On a tout eu : bandits, planqués, absents, incompétents, soupirent les journalistes. Le vrai décrochage se situe dans les années 70, quand Presse-O commence à perdre sans broncher sa position nantaise dominante. Le début de la fin. La patron a des réflexes de vieux schnock. Hersant convoque un jour ses capitaines qui craignent de se faire virer et leur annonce avec cérémonie que « L'heure est grave » et qu'il a « la solution : créer des pages vacances ». Pendant ce temps là, Ouest-France gagne discrètement sa « bataille de Nantes », grignote lentement mais sûrement sur les quartiers de la ville en installant des correspondants et en livrant une info micro locale. Il y avait pourtant une seule et même régie pub, Havas Atlantique publicité, commune à Ouest-France et Presse-O depuis 1962, un accord destiné à porter secours à L'Éclair en difficulté (Le titre L'Éclair a disparu dans l'indifférence générale en octobre 2006*). La rupture des accords sur la pub date de 1993, quand la Socpresse rachète au groupe Amaury Le Courrier de

L'Ouest (Angers) et Le Maine Libre (Le Mans). Hutin veut réactualiser les accords sur la pub. Hersant refuse tout net. L'accord sur la pub est alors brisé, fragilisant à terme Presse-O déjà sur la spirale descendante. Hersant réagit par du maquillage : il réintègre les 10 000 ventes du vignoble et de Clisson dans l'édition centrale « Grand Nantes » prétendant par la bidouille peser plus lourd qu'Ouest-France sur Nantes. Mais sans le moindre effort pour contrer la perte constante de lecteurs. Autre désastre : en 1998, la Socpresse impose à Presse-O d'adopter une maquette très contraignante, pratiquement ingérable au quotidien. Le nouveau look perturbe les lecteurs qui ne retrouvent plus l'ordre des rubriques, du local à l'international, complètement chamboulé. Aucune étude, aucune préparation. En plein été, sans crier gare, c'est la cata : 10 000 lecteurs perdus. Depuis, Ouest-France a condescendu en 2005 à racheter Presse-O, canard boiteux dans la basse-cour plus rentable où s'ébattent Le Maine libre et le Courrier de l'Ouest. Rue Santeuil, à Nantes, le moral de la rédaction est resté dans les chaussettes. Sans espoir de reprise.

* Fermeture Éclair, Lulu n° 54, novembre 2006

gonflette

Ouest-France particulièrement en baisse

Pour vendre de l'encart de réclame, il faut peser lourd en exemplaires vendus. Si *Ouest-France* a enregistré 0,9 % de mieux de mars 2007 à mars 2008, c'est au prix d'un artifice de décompte. Il y a les journaux vendus aux particuliers, et les « payés par tiers en nombre », c'est-à-dire les ventes collectives, généralement au rabais auprès d'associations, écoles, salons professionnels. Un moyen de gonfler sa diffusion vérifiée par l'OJD, et donc de booster les tarifs de pub puisque l'encart est prétendument vu par plus de monde. « À *Ouest-France*, le nombre des "payés par tiers en nombre" est passé entre 2003 et 2007 de 8 410 à 30 431 exemplaires par jour alors que les "payés individuels", c'est-à-dire achetés par le consommateur final, ont baissé de 2 %, de 754 041 à 738 718 », signale la lettre économique API*. La tentation de forcer les chiffres n'est pas un péché mortel. C'est juste un arrangement avec la réalité sur terre.

* le 8 mars 2008

Pressing

Louboutin en cessation de jugements

Ce type n'est ni con ni damné. Juste condamné. Mais Hervé Louboutin esquive tout, même les exécutions de jugements et les huissiers.

Le Louboutinisme mène à tout. Membre du cercle très fermé des patrons de presse nantais les plus doués de leur génération, Hervé Louboutin reste un incompris. La justice vient de le condamner à nouveau pour ses pratiques sociales originales de rémunération de collaboratrices sous les normes européennes. La cour d'appel de Rennes a confirmé la violation caractérisée du code du travail et les sanctions des prud'hommes nantais dans des procédures intentées par trois salariées du magazine *Nantes Femmes**. Licenciement abusif, postes de rédac chef, photographe et rédactrice requalifiés, en CDI et comme journalistes pigistes, pas sous un statut au rabais. Mais le hic, c'est que Louboutin a instauré le paiement au rabais maximum de ce qu'il doit : il se fait tirer l'oreille pour régler les dommages et intérêts auxquels il a été définitivement condamné, soit quelque 36 000

euros. L'oreille toute rouge, il a même proposé des échéanciers sur dix mois pour apurer ses dettes. Et Louboutin snobe royalement les deux huissiers qui tentent de saisir *Le Nouvel Ouest*. Mais la banque signale que ses comptes sont déjà dans le rouge et qu'il n'y a rien à gratter. Les huissiers cherchent désormais des entreprises qui doivent de l'argent au *Nouvel Ouest* pour saisir à la source. Deux mois après le jugement, les intérêts d'emprunt gagnent automatiquement cinq points. Les temps sont durs pour les incompris. Un appel solennel est donc lancé pour collecter pour le pauvre patron de presse des bons de réduction en supermarché**. Il les échangera contre des billets de monopoly.

* Voir *Louboutin harcelé par ses ex-femmes*, *Lulu* 54, novembre 2006, et *Louboutin au petit coin*, *Lulu* 56, mai 2007.

** Promesses de dons en ligne sur sauverlouboutinabout.com

Ça tire, hic !

La traite des éteignoirs

Il ne s'est rien passé en mai 68. C'est ce qu'on apprend en lisant ce bouquin. En avril, on note un naufrage, en août un problème de liste des mariages. Entre les deux, rien. Telle est la chronique de 1868 dans le premier des trois tomes de cette histoire très documentée de la presse nantaise*. On entend dans *Le Phare* les cris des bouffe-curés beuglant « À Lourdes, les lourdauds ! ». On y croise une girafe en osier et un dromadaire d'Égypte, un plaidoyer

contre la peine de mort (en 1866 !) et le premier syndicat ouvrier de France. On y lira des histoires de négriers et de politiciens, du peuple et de peuple, de flics et de fusillés. Ça tire de tous les côtés.

Les z'a-tu lus, les ancêtres à Lulu ? En 1814 naît *Le Nain jaune*, feuille satirique locale, vite remplacée par une publication en exil belge, *Le Nain jaune réfugié*, édité hors d'atteinte par une « société d'anti-éteignoirs ».

Le premier hebdo satirique illustré est *Le Piloni*, en 1870. Trois numéros seulement. Et juste après la Commune de Paris, *Au chat botté* naît en mai 1871, « politique, satirique, garibaldien, illustré et républicain ». Publié à Nantes mais pas en éteignoir et blanc.

* La presse à Nantes de 1757 à nos jours, de Jean-Charles Cozic et Daniel Garnier. T1: Les années Mangin (1757-1876), Ed. L'Atlante.



Marqué à la culotte

Le comité olympique sa crise

Y'a pas que le Tibet dans la vie. Y'a aussi des méchants qui prennent le nom qui y'a pas le droit pour faire de la musique avec. Le comité olympique veille au grain.

Le sang olympique n'a fait qu'un tour. Un usurpateur nantais avait sournoisement piqué le nom. Avec ses avocats en short, le comité olympique a fait rentrer le voyou dans le rang. Rayez « *Olympic tour* » de vos mémoires, vous pourriez être complice de recel.

Le comité olympique ne rigole pas avec ses valeurs. Les vraies : le business, le profit et sans partage s'il vous plaît. Il vient de faire plier un entrepreneur de spectacle nanto-parisien, *Olympic Tour*. Devant les menaces des avocats olympiques, la SARL fondée en 1997 a préféré s'appeler *Auguri productions*. Impérial, olympien mais magnanime dans la fermeté, le comité olympique français a laissé quelques mois pour écouler les stocks de disques sous le label qu'on peut plus dire le nom.

Le tourneur de Dominique A, Yann Tiersen, Philippe Katerine et consorts a préféré ne pas

affronter en justice les émules de Coubertin. Il a changé de nom sans tapage pour se rebaptiser *Auguri*. Interrogé par Lulu, le gérant ne veut faire aucun commentaire.

« On a fait respecter la propriété des marques, déposées dans les années 90 à l'institut national de la propriété industrielle, commente Jean-Paul Cléménçon, directeur de cabinet du président du Comité national olympique et sportif français, le CNOSF. Dans les plupart des cas, on explique, les gens comprennent très vite, et on trouve un accord de gré à gré. Dans ce cas précis, on ne leur a pas pris de sous. Ce n'est pas de la morale, c'est une affaire de droit. Les règles ont été transgressées. Pour ceux qui se montrent têtus, c'est du pénal ». Tout ce qui est identifié olympique, noms et symboles, tombe sous la vigilance de ces détectives de la marque.

Sur Internet, le portail d'hôtelle-

rie chinoise *Sinohotel* propose de l'« *Olympic Tour* » à tour de bras. Google dénombre quelque 36 200 références pour le nom composé. À Saint-Nazaire, le Bar L'Olympic, qui porte ce nom depuis plus de vingt ans, n'a jamais été inquiété. À Nantes, la salle L'Olympic échappe aux foudres des juristes du CNOSF : « On n'a jamais été poursuivi », dit son directeur, Eric Boistard. Le cinéma porte ce nom depuis 1927. C'est gravé sur la façade. Pour notre festival *Scopitone*, on a découvert que la marque était déposée et on paie une redevance tous les ans. C'est moins cher qu'une procédure d'avocat. » D'autant que la technique, c'est de laisser venir, et une fois que le nom est bien installé, de sortir les menaces pour récolter le maximum. Un genre de racket légal. Si ça se trouve, « racket légal », c'est déjà protégé...

Ricou Bertin

Bécanari

Gros cube, cuisse racoleuse

Quand il ne mise pas sur le joueur de foot, le patron du FCN tente n'importe quoi. Désormais, il dirige un service de moto taxi sur rendez-vous. FC Nantes moto, ça s'appelle. Enfin service, faut le dire vite, pour l'instant, il n'y a juste qu'une seule moto dans l'écurie,

une grosse japonaise. Sièges chauffant pour garder tiède le cul du client et grosse cylindrée pour flatter son sens du substitut phallique, comme disent les psy. Et comme le foot est toujours un peu macho, pour présenter cette grosse bécanne le 19 mai, Waldemar Kita avait affrété

les services d'une accorte bimbo en short et sans casque, sinon on n'aurait pas vu son minois. Moto, libido, un vieux cocktail. En fait, le vrai pilote est un gendarme retraité, nettement moins glamour. On le verra peut-être à poil sur le prochain calendrier que concocte Kita

Ça aère d'essai

Lendemain de fuite pour Blaise

Nécoutant de son sens de l'anticipation, subodorant que *La Lettre à Lulu* allait se moquer de son vrai HLM de vrai privilégié, le vrai Jean Blaise a habilement prévu de déménager pour faire

taire les ragots. L'information n'a été d'actualité fraîche que trois jours : juste après la parution du dernier *Lulu*, voilà les déménageurs qui embarquent les meubles et le fourbi du patron du Lieu

unique. Rien à voir avec un déménagement à la sauvette sous la pression infernale d'une menace latente de rumeur potentiellement lancée (sans élan) par la droite en campagne électorale.



Heavy métal

Boënnec, tête à cloaque

Dans un centre d'enfouissement technique, on enfouit. Et on fuit si ça craint, même si c'est criant. C'est le diagnostic du docteur Boënnec, le maire de Pornic.

Du plomb, de l'alu, du mercure, plein la prairie. Un vrai cabinet d'alchimie. Officiellement dénommée centre d'enfouissement technique, la décharge de la communauté de communes de Pornic fuit et largue ses saloperies en contrebas. Ouverte en 1980, la décharge devait fermer en l'an 2000. Les autorités lui ont signé une rallonge jusqu'en 2004, puis 2009. Il faut bien que les ordures perdurent. Ceci dit sans équivoque ni malice, on ne parle pas des autorités. Retour en arrière. Il y a sept ans, déjà malheur : autour de la décharge, les fossés sont pleins d'un trop-plein bien noirâtre. Les pompes n'arrivent pas à pomper les lixiviats : en jargon technique, c'est la sale soupe produite par la décomposition des ordures. Et ça ne sent pas la rose. Ces jus sont largués volontairement, sans scrupules ni contrôle dans la nature, plus précisément vers la nappe phréatique, ou direct dans l'étang des Gâtineaux qui sert de source d'eau potable. Le bassin qui doit recevoir les eaux de pluie est envahi par les lixiviats. La police constate, accumule les rapports. Des experts craignent que les digues ne lâchent sous la pression. Les techniciens de la décharge concèdent qu'ils ont droit à 5 % de perte de ce purin « technique » et que tant que ce chiffre n'est pas atteint, tout baigne. Et pour baigner, ça



baigne. En février 2007, le bon docteur Boënnec, maire de Pornic et président de la communauté de communes, prétend devant une caméra de France 3 qu'il n'est pas au courant et que ça aurait été plus correct de l'avertir. Le gros malin. L'association des riverains l'a déjà prévenu des jus pourris qui suintent de sa décharge, mais l'excellent docteur ne répond jamais à ce genre de provocation. En septembre 2005, sa directrice de la communauté de communes envoie même la police pour faire évacuer des riverains venus rencontrer des responsables. A nouveau, le 13 avril 2008, le paysan voisin du centre d'enfouissement des déchets trouve bizarre cette bouillasse noirâtre qui trempe les flaques du champ en aval. Bizarre, surtout par temps sec depuis

quinze jours. En fait, ce purin sombre qui baigne la prairie est plein de métaux lourds, selon le diagnostic du laboratoire chimie-environnement-santé de l'IDAC, l'Institut départemental d'analyse et de conseil, sollicité par l'association de riverains de l'Aiguillon. 38 milligrammes de plomb par kilo de boue, 0,12 mg/kg de mercure et un peu d'aluminium par là-dessus : 21 773 mg/kg. Faut dire que les digues sont bien fatiguées et pleines de trous creusés par les rats.

Pas de panique, la communauté de communes l'a déjà dit : ces boues douteuses, c'est rien, juste de l'eau qui a croupi. Il faut juste penser à pas la donner à boire aux nourrissons.

Gonzague Courju
Toute l'histoire sur le site : <http://pagesperso-orange.fr/assovmp/portcitoyenapornicII/index.html>

Auto risation

Marguerite, c'est du fichage de gueule !

En voiture ! Mais avant de s'abonner à la bagnole qui se loue, il faut décliner son pedigree intime.

Tout le monde loue Marguerite, le nouveau système d'abonnement pour louer une auto à la demande. Enfin, on loue surtout l'idée. Question clients, ça ne décolle pas trop. Les chipoteurs comme Lulu ont trouvé ce qui coince. Déjà, il ne faut jamais avoir « fait l'objet de poursuite judiciaire pour une infraction au code de la route ». Ça élimine tous ceux qui ont déjà perdu des points et été condamnés pour excès de vitesse. Les rescapés de cette clause qui persistent à vouloir adhérer à Marguerite doivent impérativement fournir justificatif de domicile, copie du permis de conduire mais aussi une copie de carte Vitale. Pourquoi le numéro de sécu pour conduire une tuture de loc ? La Commission nationale informatique et libertés a déjà tranché. C'est non ! « au regard des risques présentés par l'utilisation du NIR, le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des

personnes physiques », alias numéro de sécu. Seule dérogation, « la poursuite d'un besoin d'intérêt général », essentiellement dans le domaine de la santé, ce qui n'est pas le cas. L'opérateur, Auto partage, une société par actions simplifiée au capital de 250 000 euros n'est pas un service public, même si le standard public est assuré par la Semitan, partenaire de la société. La standardiste explique que le numéro de sécu, c'est normal, pour retrouver plus facilement les tricheurs, « identifier les personnes en cas de chèque sans provision ». Ah bon ? À la tête de la société Auto partage, mais aussi d'Europcar Nantes et de Loc eco, Tony Lesaffre est bien embêté : « La carte Vitale, pour nous c'est un papier d'identité comme un autre ». Déclaré à la CNIL, le fichier des adhérents à Marguerite ? « Euh, non, mais il le sera, bredouille-t-il. Ou alors on demandera un bulle-

tin de paie, comme le font beaucoup de sociétés de location de voitures. Bulletin où figure le numéro de sécu. Jamais entendu dire que ça posait problème ».

La CNIL rappelle que l'origine de la loi informatique et libertés est liée au rejet du projet SAFARI d'interconnexion de fichiers publics à partir du numéro de sécurité sociale ou NIR. « L'utilisation généralisée d'un identifiant unique dans l'ensemble des fichiers, en ce qu'elle faciliterait leur interconnexion, permettrait de tracer les individus dans tous les actes de la vie courante. » En 2006, la même CNIL avait refusé à des banques d'utiliser le NIR, même sous prétexte de lutte contre la fraude ou l'homonymie. Pareil pour les services commerciaux des mutuelles et des assurances. Pour la gestion de ses actions commerciales, chaque organisme doit se doter d'un identifiant spécifique. Même pour les voitures. Un principe louable.

Dix sur dix

Comment peut-on être jaune ?

Traité de soumission en 548 signes et autres calembredaines.

Non grévistes de tous les pays unissez vous ! Les nouvelles éditions A la criée* ont republié, sous forme d'autocollant carré, un tract de 68 à Sud Aviation, la première usine occupée par ses ouvriers en 68 comme chacun sait. Le tract est un modèle de philosophie de la déssolidarité, et pourrait faire un joli sujet du bac : « Je soussigné non gréviste M... travaillant à Sud-Aviation, m'engage par la présente à ne jamais profiter des avantages de toute nature qu'auront obtenus mes camarades grévistes. Je déclare être pleinement satisfait de mon salaire actuel, de mes horaires de travail, de la sécurité de mon emploi, de l'intérêt de mon travail, de mes vacances que je trouve trop longues. Je déclare remettre mon sort entre les mains du patronat et de ses divers représentants gouvernementaux et demande à travailler librement sous la protection des forces de l'ordre. (Cet engagement dûment signé sera remis au piquet de non-grève qui le transmettra au représentant du CNPF) ». Précision pour nos jeunes lecteurs : le CNPF était l'ancêtre du Médef. Les premières parutions de cette maison d'édition associative nantaise incluent aussi deux bouquinets, un petit catéchisme des courtisans de la cour de Nicolae Egocentru dans la collection « pour votre sécurité, des dispositions ont été prises et des contrôles seront effectués », ainsi qu'« interstices », une première esquisse de « guide indigène de (dé)tourisme subjectif » qui commence par le jardin collectif et ses légumes sardons.

* <http://toutalacrie.free.fr>

Vendée globalisation

Territoires occupés

Y'a des cartes de géo qui se perdent. Le 29 février, Bakchich.info titre sur les « municipales en Vendée » pour consacrer la moitié de son article à Saint-Sébastien-sur-Loire. Puis

c'est L'Équipe du 19 mars, qui place Carquefou en Vendée. Décidément. À croire que les sudistes du bocage ont vraiment gagné la guerre de Sécession et annexés les terres des Bleus.

Roulez bols vides

Carburons à la faim

Avec l'arrivée à Nantes des vélos en libre-service (trente ans après La Rochelle), voilà Marguerite et ses 28 voitures en location qui doivent supprimer de la circulation entre 180 et 300 véhicules. Sachant qu'on compte par exemple 25 000 bagnoles par jour (30 000 le samedi) sur un grand axe comme la route de Vannes, on mesure l'étendue de l'innovation. Ces bagnoles roulent soit au sans plomb soit au super éthanol, vantant cette essence avec adjuvant d'agro-carburant comme un bienfait écolo. Faut bien trouver des débouchés à l'usine de Montoir. Il n'y a que les mal embouchés pour faire remarquer que Marguerite arri-

ve avec les émeutes de la faim et son rappel criant des effets dévastateurs de ces céréales à rouler. Des céréales retirées de la bouche des affamés du tiers-monde pour devenir une matière à spéculation sur le marché mondial. Qu'importe que le FMI estime qu'un cinquième à la moitié de la production mondiale de maïs ou de colza ait été détourné de son usage alimentaire. Ou que le cours du maïs, utilisé pour l'éthanol, ait doublé en deux ans. Les Mexicains, les Haïtiens, les Bengalis et autres crève-la-faim peuvent toujours venir goûter au partage voiturier dans le centre de Nantes. Hé ho, les loquedus, on ne croque pas les pare-chocs !



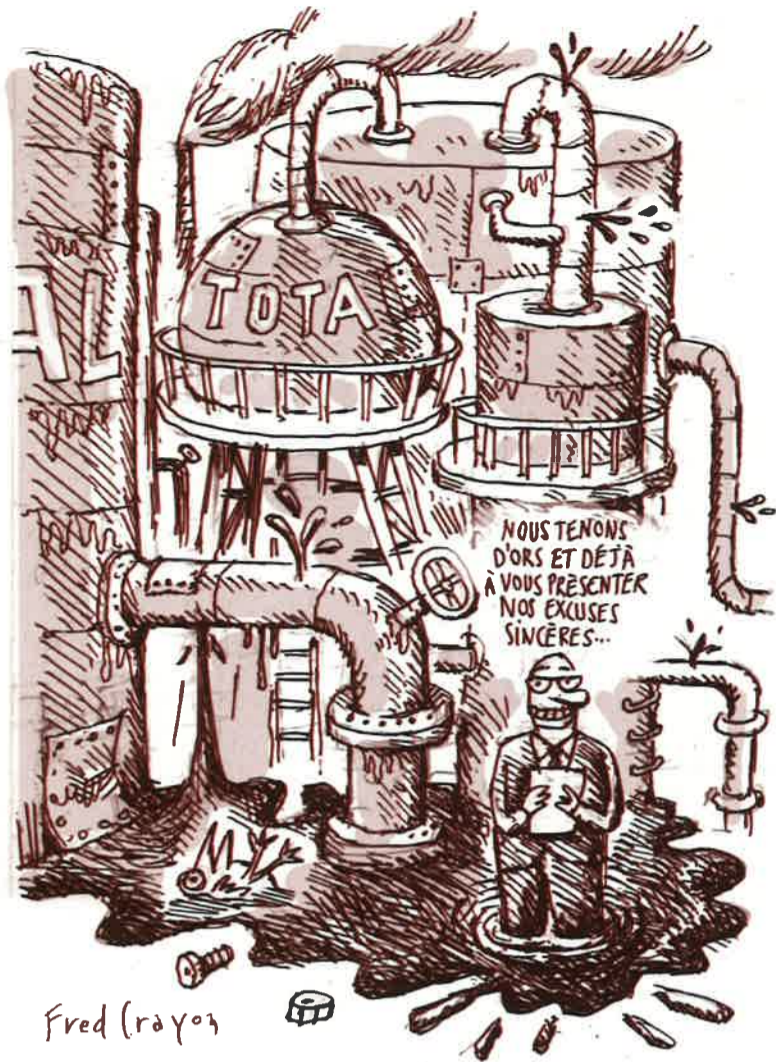
Zéro de condu'hic.

Sec in the city

Régime sec la nuit, sauf aux volant patentés. Roulez bourrés, roulez abonné.

Nantes, aujourd'hui, c'est Chicago-sur-Loire version Canada dry. A la mairie, en préfecture, les Eliot Ness locaux et leurs « brigades mobiles de nuit » veillent au bon respect de la prohibition. Plus de rue d'la soif qui vaille en ville, plus d'happy hour, plus d'open bar ou de bibine au mètre, interdiction de siffler son jaja sur l'espace public, centre et alentours... Tout est donc interdit aujourd'hui au

noctambule éthylique, sauf s'il se bourre clandestinement pour prendre le volant et ramener ses amis aussi bourrés que lui, au mépris de la sécurité la plus élémentaire. D'ailleurs, il n'a pas vraiment le choix. Entre 1 heure et 4 heures, on lui interdit de retirer un Bicloo mais on l'autorise à emprunter sa voiture Marguerite. C'est tout de même bon de savoir que certaines libertés urbaines sont inaliénables.



Courage, fuitons

Total distille ses explications bien raffinées

Après le concept de responsable pas coupable, Total invente le tuyau crevé mais bien entretenu.

La raffinerie fuit, mais Total ne fuit pas ses responsabilités. Attention, on n'a pas dit pas ses culpabilités. Nuance. Quand il s'agit de reconnaître que ses tuyaux sont bel et bien pourris, Total sait avoir l'humilité de présenter ses « excuses sincères ». Le pétrole, lui, a l'humidité de se présenter un peu partout dans les recoins de l'estuaire, et de s'y taper l'incruste. Tout ça, c'est la faute à « une corrosion localisée exceptionnelle » qui a largué quelques malheureuses tonnes de rien du tout le 16 mars. Mais promis juré, la canalisation datant de 1964 et revue en 1972 « était bien entretenue, en bon état », plaide sans rire Jérôme Dupont, le dirlo de la raffinerie. « Mauvais état », ça doit être quand la fissure est plus large que le diamètre du tuyau. Chapitre expertise maison, les explications Totalesques sont assez savoureuses. « La fuite pendant cinq heures n'est pas normale », explique le big boss de la raffinerie. La fuite, passe encore, mais cinq heures, c'est trop long !

Pas vu pas pris

Résumé : une canalisation pète en plein jour et il faut cinq plombes avant qu'un marin du cargo qui fait le plein se rende compte que son bateau mijote dans le fioul. Du côté de la raffinerie, on n'a rien vu. Excuse : il y a bien une ronde, mais elle ne passe que toutes les huit heures. Et c'est une inspection simplement visuelle sur le tuyau. On ne sait d'ailleurs pas ce que cette ronde aurait pu relouer, puisque les responsables de la raffinerie signalent en même temps que le fameux tuyau n'a subi sa

dernière inspection « externe et visuelle » qu'en 2004.

Il y a donc une fissure de 16 cm de long sur 2 cm de large, qui bave 400 à 450 tonnes de fioul tout noir dans les eaux beiges de la Loire et les raffineurs associés auraient bien persévéré trois heures de plus si un marin n'avait par hasard regardé par-dessus bord. Des as, ces pétroliers ! Sinon, explication plus technique : au-dessus du tuyau qui permet au cargo de faire le plein de carburant, il y a un tuyau d'eau qui fuit. Les pompistes en chef de chez Total avaient repéré et réparé plusieurs fois. L'eau qui goûte aurait eu le temps de faire vicieusement rouiller le tuyau de fioul. Mais là, ils n'y avaient pas pensé. Ce pipeline, crevé mais si bien entretenu, n'est suivi par aucun système de surveillance permanent. Total explique qu'il n'y avait pas la moindre obligation de contrôler cette foutue canalisation « car elle transporte un fioul non corrosif », selon Philippe Doligez, directeur raffinage Europe chez Total. Le lendemain de cette tentative de noyer le poison dans un discours englué, la Ddass transmet aux mairies un avis sur les dangers pour la santé de ce « fioul non corrosif ». Le document précise que les effets à long terme des hydrocarbures aromatiques polycycliques de ce fioul sont « classés comme cancérigènes certains pour l'homme ». L'avis détaille les effets à court terme : « nausées, céphalées, vertiges », mais seulement « si le produit est susceptible de pénétrer dans l'organisme ». OK, ça c'est bon pour ces chochottes d'humains. Les tuyaux, eux, ne craignent pas les cancers et les prises de tête.

Erika Zarai

Syndromadaire

L'hosto qui tousse dans sa tête

L'hôpital ne s'use que si l'on cancer. Au CHU, l'unité de recherche en cancérologie recherche toujours pourquoi tous ses chercheurs sont patraques.

C'est l'hôpital qui se fout de tout. Les deux centaines de chercheurs de l'unité Inserm U 601* sont plus patraques que prévu. On disait que moins d'un sur trois souffrait de maux de tête ou d'intestins de problèmes de peau, de nez, de fatigue générale, d'yeux qui piquent, d'allergies et autres joyeusetés dues à une intoxication dans le bâtiment*. Tout un tas de vacherries qui ressemblent fort aux MCS (Multiple Chemical Sensitivity), les hypersensibilités aux produits chimiques. En fait, après enquête épidémiologique**, sur 183 réponses au questionnaire, 130 ont ressenti les symptômes. L'explication officielle du « syndrome des bâtiments malsains », c'est bien joli pour expliquer les ennuis de santé de ces chercheurs, laborantins, étudiants et médecins, mais c'est un peu court. Il y a bien sûr les hypothèses liées à l'environnement : trop d'eau de javel pour désinfecter, un air trop sec dans des labos confinés, avec trop de personnel dans des pièces mal ventilées. Mais les médecins retiennent fermement l'effet psychologique. Si certains sont bourrés de migraines et de langues qui brûlent, c'est forcément dans la tête que ça se passe...

Notox ou intox

« L'hypothèse toxique est peu plausible », a dit le 29 avril le docteur Bruno Hubert, responsable de l'étude épidémiologique. En revanche, il retient « l'incertitude entretenue par des hypothèses multiples », le « soutien social faible de la part des ges-

tionnaires et administrations », une inertie due aux quatre tutelles, aux médecins du travail différents et aux statuts différents... À ce stade, le toubib parle d' « auto amplification des inquiétudes sur les risques » et affirme que « l'absence de réponse rapide a entraîné une chronicisation des symptômes. Il y a une anxiété qui se perpétue, qui s'entretient par toutes ces inconnues... On finit par s'écouter ». En clair, la persistance de ces mystérieux problèmes de santé aurait ajouté une maladie : l'auto persuasion pernicieuse. Un genre de pathologie chopée par méthode Coué à son corps défendant. Avant ça, les médecins du travail avaient prétendu aux salariées (les deux tiers du personnel) que c'étaient « leurs vapeurs », qu'elles avaient une ménopause conjoncturelle. Délicat.

Hopital, silence !

Lors de la restitution de l'enquête épidémiologique dans un amphithéâtre, bien des questions posées par les personnels sont

restées sans réponse. Quels critères pour retravailler dans de bonnes conditions sanitaires ? Les quatre tutelles laissent donc les gens atteints de maladies au contact du bâtiment qui les a déjà contaminés. Les salariés intoxiqués se retrouvent sans suivi médical ni traitement. Que font les employeurs pour les contractuels qui risquent d'être kleenexifiés, comme cette ingénieure d'étude, en CDD depuis 5 ans pour l'Inserm, reconnue en accident du travail : « Je ne peux plus travailler dans un labo, grâce à l'Inserm et au CHU. Dans six mois, je suis à l'ANPE ». Cette AG n'est pas l'occasion de répondre aux cas individuels, il a des instances pour ça, lui a-t-il été répondu. En attendant le déménagement des labos à la fin de l'année, il est impératif d'inspirer confiance et d'expirer le moins possible.

Jacques Ventilo

* Lulu n° 59, Panique au CHU : déjà 60 victimes, l'air de rien.

** Réalisée par la CIRE, cellule régionale de l'Institut de veille sanitaire.



Cause toujours Têtes de consultatif

Le maire de Saint-Nazaire, Joël Batteux a été réélu ric rac. Poussé par sa gauche, il a bien été contraint de mettre en place dardes des instances de bla bla de quartier promises pendant la campagne. Reste que la formule choisie a l'air aussi peu excitante qu'un yaourt périmé au vague parfum citoyen de synthèse, même pas avec des vrais bouts dedans. Sont donc créés sept conseils de quartiers. Un truc purement consultatif, pour que les élus posent des antennes dans la ville. Surtout pas pour donner un quelconque pouvoir, ni même un budget. « On ne va pas tomber dans le piège de la démagogie, celle de faire croire aux gens qu'ils vont pouvoir décider de tout », prévient d'emblée Arlette Mousseau, élue verte,

Place au bobard Batteux privé de mémoire

Premier conseil municipal à Saint Nazaire, pour le maire Joël guette-guette Batteux. Qui déclare : « Je m'honore que, depuis vingt ans, Saint-Nazaire soit une des rares villes, peut-être la seule, qui n'ait concédé au privé aucun de ses services municipaux comme l'eau, l'assainissement et d'autres ». Il oublie que si la ville s'est déclarée en 2003 « Zone hors AGCS » contre la libéralisation des services, ça n'a pas empêché de concéder la gestion de parkings à Vinci : 246 emplacements, place des Martyrs, caisses automatiques, bornes de sortie, vidéo surveillance. Le prochain coup, promis, il se rappellera toutes ses promesses.

XX Files Jésus pissouse

On nous a menti. Le p'tit Jésus est une fille ! Il s'appelle Lise. Star des représentations du Christ Roi*, à Sainte-Pazanne depuis 1933, Jésus est joué tous les ans, à tous les âges. C'est du théâtre de patronage mobilisant la population, génération après génération. Un genre de crèche vivante qui parle, avec la naissance du rejeton de dieu, le banquet fatal, et la rando funeste jusqu'aux clous qui font des trous dans les mains. Tous les ans, il faut un vrai bébé pour jouer le rôle du p'tit Jésus. Cette année, on n'a pu réquisitionner qu'une pissouse. Blasphème. Le Vatican ne sait rien, mais si le fiston de dieu se met à faire dans le transgenre, ça va faire mauvais genre.

* Ouest-France, le 7 mars 2008

Canifait ni à faire
Attention,
Breton qui pique

Le président de la région des Pays-de-la-Loire voit des voyous partout. Contesté par des Bretons lors de la mise en place du conseil régional des jeunes le 6 avril, le socialiste Jacques Auxiette « s'élève contre les agissements violents d'un groupe d'activistes se réclamant de la cause bretonne ». Le communiqué ajoute que « ces manifestants, armés de couteaux, ont causé des dégradations à l'extérieur de l'Hôtel de Région et dérobé les drapeaux français et ligérien pour les remplacer par un drapeau breton », autrement dit des « gens qui, des armes blanches à la main, prétendent donner des leçons de démocratie, et s'en prennent aux bâtiments publics et aux symboles de notre République ». Le président s'enflamme et annonce qu'il va porter plainte. Tout s'est pourtant passé devant la police impassible. En fait d'armes blanches au pluriel, il s'agit d'un seul petit canif qui a servi à ouvrir le boîtier du mâit où finit la drisse hissant les bannières. La seule blancheur du jour, c'était la moitié du gwen ha du. Auxiette a du confondre. Un canif, c'est bien une arme de destruction massive de ficelle ?

LATULULULU?

■ **BOULETTE AUTOCOLLANTE**
 Presse-Océan, le 5 avril 2008
 Pornichet s'est doté de filets anti-boulettes pour protéger ses rochers de la vilaine marée noire.
 Explication : « Le polluant doit fonctionner comme une colle sur le filet, plus il y en aura dessus, plus il adhèrera et sera capté ». Si le pétrole ne colle qu'au pétrole, pourquoi ne pas avoir demandé à Total de bazarder beaucoup plus de fioul, pour en faire une seule et énorme boulette ?

■ **PETITS BLANCS EN FILETS**
 Presse-Océan, le 8 avril 2008
 Les potaches du lycée Goussier, à Rezé, partent en mission humanitaire au Burkina. Il est vaguement question d'un container à réceptionner, mais l'article préfère évoquer la peur de prendre l'avion pour la première fois ou le programme des quinze jours, inconnu des élèves : « Les profs veulent nous laisser la surprise mais on sait déjà qu'on va dormir dans des hamacs dans le désert et qu'on va voir des crocodiles ». En voilà de l'humanitaire bien pensé, version tour opérateur gnanngnan. Transformer des lycéens en aventuriers type Tintin au Congo, faut le faire, quinze jours après les premières émeutes de la faim dans la capitale Bobo-Dioulasso, et à Ouahigouya et Banfora. Un peu plus, nos petits Français se faisaient bouffer tout cru avec leurs hamacs.

EN MAI, FAIS CE QU'IL TE PLAÎT
 (MAXIME NON CONFORME AUX NOUVEAUX PROGRAMMES EN CONSULTATION)

15 mai: Manif Darcos, j'étais venu pour dessiner. On me colle une pancarte entre les mains...



...qui me va bien. Il fait chaud et j'ai des pensées très morales...



16 mai: Café de l'Huma au Lieu Unique. Débat genre: "68: comment continuer le combat en 2008".



Vautier est là pour témoigner. Il est en grande forme René, il nous fait du Audiard.



24 mai: Occupation de l'école de ma fille. Les instits sont remontés.



Visite impromptue de l'inspectrice académique. Très drôle la dame.



Un instit me montre l'édition 2008 d'un manuel scolaire Bordas.



La dame me voit prendre des notes:



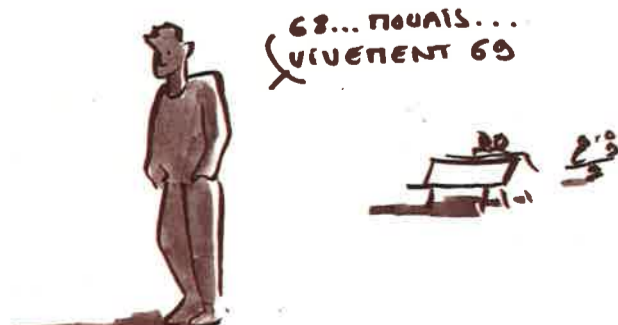
Narrante! Vraiment! J'étais mauvais élève et je n'en suis pas devenu gentleman.



25 mai: Promenade dominicale et petite scène rafraîchissante sur les bancs doubles d'un jardin public.



Je les laisse à leur mots doux, et je me dis:



Capé

68: MARRÉ DES SLOGANS DES PAVÉS, DE LA PLAGE...



Mieux vaut soixante-huitard que jamais

● Pavé pas vrai

Méfiez-vous des comémos en plastique. A la FNAC, pour célébrer la victoire du tiror caisse sur les idées, l'entrée dans le magasin se fait sous l'œil des vigiles à talkie walkie, juste avant le passage par les portes anti-fauche. Mais après la déco est soignée : une fausse barricade formée de faux pavés en polystyrène bien collés, deux planches et un panneau « route barrée » bien vissés, avec pour couronner le tout, de fausses grilles d'arbres comme à Paname, mais pas en fonte, madame, non, en bon vieux contreplaqué bien toc. La barricade de pacotille est flanquée d'un gros bidon d'huile Castrol pour bien montrer que tout ça, c'est du bidon. Sur son présentoir, d'un œil de papier glacé, Debord reluke cette dialectique qui peut rapporter des briques.

● Capitalisme gazeux

Pour un de ses premiers discours comme ministre local de la culture, Jean-Louis Jossic a inauguré l'expo sur 68 au château des ducs de Bretagne. Tout en saluant les soutiens financiers de cette commémoration : Gaz de France et le Crédit agricole. Le crédit étudiant diant diant et les banques prolétaires ont décliné le partenariat.

● Cours, camarade CRS ...

Faut pas prendre les CRS pour des gros cons. Pour des cocons, à la limite. Les CRS sont des braves types, très tolérants, humanistes. Un peu planqués selon eux, mais très ouverts au monde. Dans une interview à *Ouest-France**, un des quatre gardiens de la république explique qu'appartenir à ces compagnies de sécurité, « quelque part, c'est sécurisant ». Un intello, sûrement. « C'est un groupe constitué, on a confiance dans ses camarades. Dans une société où l'on est constamment angoissé, ici, c'est le cocon », lâche son collègue. Joli discours de promo. CRS, c'est pas ce mélange de baston viril et de franche rigolade quand on éclate la tronche d'un mal-faisant à banderole. Pas du tout, c'est juste un mix de thérapie new age et de philanthropie active : « J'ai surtout choisi CRS pour me rendre utile, défendre la veuve et l'orphelin ». C'était donc ça : ces soldats de l'ordre bleu sont des altruistes et on ne le savait pas : « En face, ce ne sont pas des ennemis. Ce sont des manifestants qui revendiquent, ce sont des frères égarés ». Sous ses fringues de robocop, un berger sommeille. Et pour ramener au troupeau les brebis égarées, l'altruisme

moderne et républicain n'exclue pas la manière forte, mais en dosant bien le « GTPI », le geste technique professionnel d'intervention. Et sans forcer sur les lacrymos. Faut pas trop décoconner.

* Le 22 avril 2008

● En ligne juste

La Baule a lancé une initiative révolutionnaire en s'équipant d'une centrale de réservation via internet. Deux ans après l'avant avant-garde de Pornichet. Mais pour son lancement et lors des deux premiers mois de cet outil, c'est le bide : seule une réservation pour le mois de juillet, un Allemand*. La ligne juste est un peu juste. Les étrangers craignent sans doute que mai 68 ne reprennent et qu'ils se trouvent avec plein de pavés sous la plage.

* Presse-Océan, le 26 avril 2008

● Désordre au féminin

L'avenir est aux femmes qui boivent tôt. L'Ordre des chevaliers Bretons, qui regroupe des vieilles birbes en costumes défendant le muscadet et la gastronomie qui va avec, devient une conseurie. Quarante ans après mai 68, mais aussi soixante ans après la création de cette confrérie. La décision a été prise de s'ouvrir aux femmes, exclues depuis 1948. Dans 60 ans, la confrérie alcoolophile pense s'élargir aux enfants en bas âge.

Durabilité de la lourde

Chérie, ils m'ont impacté

Et vlan, voilà les communiquants. Tous aux abris,

La communication, c'est l'art de la magie. Comment faire passer une cata sociale avec des mots pas trop connotés négativement ? Prenez Trelleborg, un équipementier auto suédois basé à Carquefou, qui décide fin avril 2008 de mettre sur le carreau 450 salariés. En langage codé communication, ça donne : « Trelleborg Nantes développe ses activités durables et souhaite réduire progressivement celles qui ne sont plus compétitives ». Il s'agit de « repositionner la Business unit fluid solutions sur ses activités les

plus pérennes afin de maintenir sa compétitivité et dynamiser durablement son activité à Carquefou. 311 postes pourraient être impactés ». Durable... pérenne... impactés... Quel baratin, alors qu'il s'agit simplement de virer comme des kleenex les ouvriers de la boîte. Au passage, on a zappé les 140 intérimaires, jusqu'ici durables. Avant, la boîte comptait sur eux. La communication, c'est l'art de l'euphémisme, qui fait pisser les vessies et passer les lanternes pour des ampoules durables.



Démission assistée

La droite en gardien de muselée

La droite nantaise la plus nulle du monde (remake)

Après la déculotée au premier tour des municipales le 9 mars, la droite municipale nantaise a explosouillé. Et il y a des morceaux collés à tous les murs. Débarqué de l'équipe d'Ayrault après trois mandats, Yvon Chotard était aussitôt passé à l'ennemi, de colère. Le transfuge qui a été élu sur la petite liste d'opposition a démissionné aussitôt. Un double caprice de coquette. Pourquoi s'être présenté pour ne pas siéger : la réponse est digne de crétin.com : « Aujourd'hui on raisonne au lendemain de l'élection. Hier, je raisonnais au lendemain de mon éviction »*. Et l'avocat assume son rôle de bouffon en parlant pompeusement de sa « mort politique » alors que pendant 18 ans comme adjoint, on s'est demandé s'il était très vivant. À la tête de l'escouade déconfite, Sophie Jozan a eu la subtile habileté de proposer fermement à chacun des colistiers de signer une lettre de démission en blanc, sans date ni motif. Histoire que la chef-puisse démissionner sans tergiverser les tire-au-flanc et les boude-conseil municipal. Il s'agit de contrer les absences à répétition coutumières du précédent mandat. Tous suspects d'emblée. C'est très tendance. Le « charte de fonctionnement » imposée par la cheftaine de file interdit aussi aux colistiers de parler à la presse sans l'accord suprême de la surveillante générale. On ne rigole plus. Furax, André Augier a rejoint les rangs clairsemés du MoDem dont il devient le troisième élément. Celine Barré ne s'est pas barrée mais elle a été privée de mandat à Nantes-Métropole. Au coin. La droite nantaise reste la plus nantaise du monde.

* Ouest-France, le 13 mars 2008

Black out

La boulette de l'esclavage

À l'époque, elle était encore conseillère municipale d'opposition. Fin janvier, Claire Fresson, CNI, fustige le projet de mémorial sur l'abolition de l'esclavage : « Il n'est pas opportun d'attacher ce boulet à Nantes ». Un détail de l'histoire du jeu de mots.

Avec ma gueule de peintre grec

Accroche toi au pinceau

En mars, trois peintres grecs ont lancé une grève de la faim pour récupérer leurs arriérés de salaire après un licenciement par oral.

Un communiqué du PS nazairien du 27 mars dénonce « salaires non payés, opacité des employeurs », mais attention, pas pour plaindre les victimes, ces prolos sur le carreau : « de telles méthodes nuisent à la filière navale dans son ensemble ». Juste une précision : « Nous ne faisons pas non plus le procès des étrangers, premières victimes des dérégulations ». La priorité des priorités, c'est l'image de l'industrie. Et re-attention : « Il ne s'agit pas d'instruire le procès de la sous-

traitance ». Surtout pas. Parce que la sous-traitance, dit le PS, on lui doit « les succès de notre industrie ». Taratata, cocorico. Vous avez remarqué le « notre ». C'est à nous, ça. Curieusement, ce site internet politique publie un communiqué d'Aker Yards qui dit tout le mal qu'il faut penser des méchants cégétistes qui accompagnent les peintres grecs dans leur combat, forcément erroné. On cherche en vain un communiqué CGT pour faire la part des choses. Rien de rien. Le PS déplore juste que les textes régissant la sous-traitance soient trop vieux de « plus de trente ans et de fait s'accommodent mal du contexte actuel », et qu'on manque de contrôles. Libéral à fond. Socialiste, on laisse ça pour l'éco-musée.

Numéologie

On n'est pas des caulettes !

Surprise : Jean-Marc Ayrault, 58 ans, réélu maire de la 6ème ville de France pour la 4ème fois, avec 55,71% des suffrages, a été réélu à la tête de Nantes Métropole par presque 74,1% des voix (soit 83 voix sur 112). La communauté urbaine regroupe 24 communes, et 580 000 habitants. Ce qui fait que si on multiplie tous ces chiffres entre eux, on obtient environ 79 988 milliards et quelques. Si vous vous voulez à savoir exactement combien de quelques, vous n'avez qu'à caculer vous-même.

Qui ça?



Ont œuvré à ce numéro : Pich, Minou Drouet, Marc Etting, Canard Laqué, Jules de chez Smith, Mauresque, Sophie Nasri, Nicolas de La Casinière. Mise en page : Lionel Gikel. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 0211 G 88321. Dépôt légal à parution. Édité à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG 13 rue Antoine Lavoisier 44980 Ste-Luce pour : La Luttre à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur clalettrealulu.com. Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom :

Prénom :

Adresse :

Chèque à l'ordre de
La Luttre à Leuleu,
11 rue des Olivettes
44000 Nantes